

<https://www.pressegauche.org/Une-mise-en-garde-severe-les-professionnelles-en-soins-ont-besoin-de-repit-FIQ>



Une mise en garde sévère : les professionnelles en soins ont besoin de répit ! (FIQ)

- Communiqués -

Date de mise en ligne : jeudi 7 mai 2020



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 7 mai 2020 - La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ est extrêmement déçue de l'insensibilité du gouvernement à l'égard de ses professionnelles en soins, puisqu'il n'a pas encore indiqué son intention de leur permettre de prendre leurs vacances. Au contraire, un établissement de santé a annulé hier les vacances estivales de son personnel soignant, on craint que d'autres ne le suivent. Il n'est pas question que la FIQ accepte cette éventualité pour ses membres.

Depuis le début de l'urgence sanitaire, les professionnelles en soins ont tenté de s'adapter aux directives du gouvernement dans un contexte où ce dernier a suspendu les dispositifs qui régissent les droits du travail. Il a ainsi donné les pleins pouvoirs aux directions des CISSS et des CIUSSS. Les professionnelles en soins, autant les membres de la FIQ que celles de la FIQP | Secteur privé, sont par conséquent soumises à des changements d'horaires de travail, à des déplacements forcés et à l'abolition de leurs congés.

À l'aube de la fin du confinement et de la reprise des activités dans l'ensemble des établissements de santé du Québec, ce régime ne peut plus durer. « La FIQ a fait une demande claire au gouvernement sur plusieurs tribunes afin que ses membres obtiennent des congés pour être en mesure de passer à travers l'épreuve qu'est la pandémie. La FIQ est également inquiète de la perspective que le gouvernement puisse une fois de plus, par le biais d'un nouvel arrêté ou d'une directive ministérielle, bouleverser les conditions de travail des professionnelles en soins et possiblement nier leur droit aux vacances. Il est évident qu'une telle mesure serait un aveu flagrant du manque de reconnaissance du gouvernement à l'égard de ses prétendus "anges gardiens" », déclare Nancy Bédard, présidente de la FIQ.

Le gouvernement doit mesurer qu'un nouvel affront aux droits des professionnelles en soins arriverait à un moment charnière et que cette décision pourrait être celle de trop, celle qui démobilisera pour de bon les professionnelles en soins. La pandémie de COVID-19 ne doit pas être un prétexte pour déréglementer les droits du travail. Si seuls les efforts collectifs et la solidarité permettent de venir à bout de la situation, ce n'est pas en épuisant ses propres travailleuses que le gouvernement y parviendra.

Nos membres doivent pouvoir continuer d'être au front pour donner tous les soins sécuritaires à la population du Québec : le gouvernement est en train de manquer le bateau pour leur insuffler la dose de courage nécessaire pour poursuivre le combat contre la COVID-19. « Les professionnelles en soins ont besoin de se faire respecter et le gouvernement doit agir en ce sens, au risque que plusieurs démissionnent, se réorientent ou quittent en congé de maladie. C'est assez, le gouvernement ne peut pas faire fi de leur intégrité professionnelle éternellement, nos professionnelles en soins doivent récupérer leurs droits », insiste Nancy Bédard.

La FIQ attend avec impatience l'annonce du gouvernement au sujet des primes mensuelles et évaluera les effets de ces mesures sur ses membres.